

Discours de SEM Le Premier ministre,
Chef du Gouvernement Jean Omer BERIZIKY

Inauguration du pont de la Mahajamba

17 février 2012

Il n'est point de doute que la population des Communes, Districts et les Régions des Nationales 6 et 4, toutes les Collectivités touchées de près ou de loin par la construction du pont de MAHAJAMBA, les Autorités Malgaches et moi-même, sommes très heureux par la réalisation et l'inauguration de ce bel ouvrage d'art, quand on sait que depuis quelques années, Madagascar a été privé d'une nouvelle œuvre de cette envergure en raison de la crise politique qui l'avait isolé de la Communauté Internationale.

Il va de soi que nous nous réjouissons aussi à plus d'un titre de cette réalisation:

- d'abord ce pont relie trois provinces, celles du Nord, de l'Ouest et de la Capitale, ce qui est très exceptionnel, mais aussi symbolique, parce que permettant de rapprocher les villes et les villages, les 2

Communes, les Régions et les Provinces, de relier plus étroitement certaines de nos collectivités, de brasser les populations ;

- En outre, la réalisation de ce pont est un symbole de la politique d'aménagement du territoire et de notre politique de développement, étant entendu qu'aucun développement ne peut démarrer sans une adéquate infrastructure de communication dont fait partie la route ;

- Ensuite, en reliant trois provinces, la réalisation de ce pont va accélérer les échanges, elle va constituer un véritable catalyseur d'activités économiques auxquelles s'ajoutent les emplois et autres effets induits ;

- Enfin, ce pont est le résultat d'une coopération exemplaire : en effet, depuis la crise, jamais autant de partenaires n'avaient uni leurs moyens et leurs efforts pour bâtir un ouvrage de cette envergure. L'Etat et le Gouvernement, bien sûr, par l'intermédiaire du Ministère des Travaux Publics et le Ministère des Finances et du Budget avec les Collectivités Territoriales, mais aussi l'Union Européenne, la Banque Mondiale, tous, ensemble, nous nous sommes mobilisés pour qu'il se concrétise.

S'agissant de cette Coopération avec l'Union Européenne, je voudrais insister ici sur le fait qu'elle entre dans le 10^e FED, qui s'étend sur la période 2008-2013. Dans le cadre de cette coopération, notre pays a manqué l'opportunité de percevoir plus 600 millions d'Euros à cause de la crise politique que traverse notre pays depuis plus de trois ans.

Il faut savoir, en effet, que, de manière générale, l'aide de l'Union Européenne n'est pas automatique et dépend de la réalisation de performances telles que réformes institutionnelles, utilisation des ressources, réduction de la pauvreté, mesures de développement durable....

La mise en œuvre des Accords de Cotonou, dans le cadre du 10^e FED, dépend, en particulier, de la démocratisation, du développement et de la protection des libertés fondamentales et des droits de l'homme et des principes démocratiques universellement reconnus sur lesquels se fondent l'organisation de l'État pour assurer la légitimité de son autorité, la légalité de ses actions, laquelle doit se refléter dans son système constitutionnel, législatif et réglementaire, et l'existence de mécanismes de participation.

Je souhaite ardemment qu'avec ses efforts et sans attendre la fin de la Transition, l'Union européenne réchauffe et renforce sa coopération avec Madagascar.

Grâce à la Feuille de Route, nous nous efforçons de tendre vers la réalisation de ces conditionnalités, notamment par le retour à l'ordre constitutionnel et le respect de consensualité et d'inclusivité dans la conduite de la Transition, de manière générale, et du Gouvernement, en particulier.

Nul n'ignore, en effet, que le respect sans faille de la lettre et de l'esprit, ainsi que la mise en œuvre -de bonne foi-, de l'intégralité des dispositions de la Feuille de Route, et non certaines d'entre elles seulement, conditionnent la reconnaissance internationale des Autorités de la Transition, les engagements de la Communauté Internationale à apporter son aide multiforme pour la tenue d'élections crédibles, libres et transparentes en vue d'un retour à la normalité constitutionnelle à Madagascar et la suspension voire, la levée progressive des sanctions frappant notre Pays.

Comme aucun d'entre nous, les Gouvernants ne peuvent parler au nom des vingt (20) millions de Malgaches, étant donné que nous ne sommes pas des élus. Nous tenons, tous, toutes nos compétences et prérogatives respectives de la seule Feuille de Route. C'est dire, qu'aucun d'entre nous, pour des calculs bassement politiques, n'a le droit de faillir à ses impérieuses obligations de respecter strictement ses dispositions, au risque de faire perdurer dangereusement la Transition, et enfoncer encore davantage le peuple dans un abîme de pauvreté insupportable. Que chacun soit tenu pour responsable devant la Nation et la Communauté Internationale, de son inconscience quant au non-respect de la Feuille de Route.

Pour ma part, je déclare solennellement que je suis un homme de parole, et en tant que tel, en ma qualité de Premier Ministre de consensus, Chef de Gouvernement d'Union Nationale, dans le cadre de ma mission et de mes attributions prévues par la Feuille de Route, je tiens à respecter tous mes engagements pour conjuguer mes actions et efforts à ceux de tous les responsables et citoyens de bonne volonté, pour respecter un processus de Transition neutre, inclusif et consensuel devant aboutir à la tenue d'élections crédibles, libres et transparentes.

Pour terminer, je veux féliciter toutes celles et tous ceux, ouvriers, contremaîtres, ingénieurs qui ont mené à bien ce merveilleux chantier et participé à cette réalisation. Je réitère également nos remerciements, notre admiration, notre estime, notre reconnaissance à l'Union Européenne et à la Banque Mondiale qui ont permis à notre beau Pays de bâtir cette belle réalisation.

Vive la coopération avec l'Union Européenne, la Banque Mondiale et Partenaires techniques Financiers,

Vive Madagascar !

Je vous remercie.